

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

CONSULTATION : 25 GH93 15 ECO

OBJET : Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis

PROCEDURE : Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R.2124-1 du Code de la Commande Publique.

Il suit les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande

Date et heure limites de réception des offres
Le 05 mai 2025 à 12h00

AVICENNE



125, route de Stalingrad
93009 Bobigny

JEAN VERDIER



Avenue du 14 juillet,
93140 BONDY

RENE MURET



Avenue du Dr Schaeffner
93 270 SEVRAN

Ce document comprend 12 pages

SOMMAIRE

ARTICLE I.	OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	3
SECTION 1.01	OBJET DE L'ACCORD CADRE	3
SECTION 1.02	ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
SECTION 1.03	DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
SECTION 1.04	CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
SECTION 1.05	NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
SECTION 1.06	SOUS-TRAITANCE	4
SECTION 1.07	VISITE DES CANDIDATS	4
ARTICLE II.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
SECTION 2.01	DUREE DE L'ACCORD CADRE –DELAIS D'EXECUTION	4
SECTION 2.02	VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	5
(A)	VARIANTES	5
(B)	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	5
SECTION 2.03	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
SECTION 2.04	MODE DE REGLEMENT ET MODALITES DE FINANCEMENT	5
SECTION 2.05	CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	5
ARTICLE III.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
SECTION 3.01	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
SECTION 3.02	COMPLEMENT OU MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR LE CANDIDAT	6
SECTION 3.03	MODIFICATIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR	6
SECTION 3.04	DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	6
ARTICLE IV.	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
SECTION 4.01	PRESENTATION DE LA CANDIDATURE	7
(A)	CANDIDATURE SOUS FORME DE DUME	7
	MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENT PAR LE BIAIS D'UN SYSTEME ELECTRONIQUE	7
SECTION 4.02	PIECES DE LA CANDIDATURE	7
SECTION 4.03	PIECES DE L'OFFRE	9
SECTION 4.04	ECHANGES AVEC LES CANDIDATS APRES LA DATE DE REMISE DES OFFRES	9
ARTICLE V.	SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	9
ARTICLE VI.	CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS	10
ARTICLE VII.	PROCEDURE DE RECOURS	12

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article I. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

Section 1.01 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent règlement de consultation (R.C) concernent les prestations de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis

L'objectif est de réduire les coûts annuels d'affranchissement en sous-traitant ces opérations auprès d'un prestataire titulaire d'un contrat Postal Courrier Industriel de gestion, l'autorisant à exécuter la prestation d'affranchissement du courrier de gestion pour des tiers.

Le titulaire devra donc assurer la collecte, le transport et l'affranchissement des plis avant le dépôt à La Poste dans l'objectif de permettre aux HUPSSD un gain sur leur coût d'affranchissement.

Le titulaire doit tout mettre en œuvre pour que le maximum de plis puisse bénéficier d'un tarif industriel.

Lieux d'exécution : Hôpital AVICENNE, Rue de Stalingrad, 93000 Bobigny

Section 1.02 Etendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions de l'article R.2124-1 du Code de la Commande Publique.

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre d'un accord cadre mono-attributaire passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

La consultation vise à la conclusion d'un accord cadre mono-attributaire déterminé dans tous ses éléments au sens de la Directive 2014/24/UE du 26 février 2014 (contrat cadre), c'est-à-dire d'un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées à l'article 80 dudit décret.

Le montant des prestations à bon de commande pour chaque année est défini(e) comme suit :

	Seuil minimum HT	Sans objet	Euros
1ere année	Seuil maximum HT	380 000	Euros
2eme année	Seuil maximum HT	380 000	Euros
3eme année	Seuil maximum HT	380 000	Euros
4eme année	Seuil maximum HT	380 000	Euros

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	3 / 12
RC	Avril 2025	

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-4 du code de la commande publique.

Section 1.03 Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lot. en application de l'article L. 2113-11 2° du code la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Section 1.04 Conditions de participation des concurrents

Le candidat peut se présenter sous forme de groupement sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dans ce cas, le formulaire DC1 ou équivalent devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété. Les actes d'engagement et les annexes financières devront être soit co-signés par l'ensemble des entreprises groupées, soit signés par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l'acte d'engagement.

Chaque membre du groupement doit fournir les documents listés à l'article 4.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux.

Section 1.05 Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont : 64100000-7 Services postaux et services de courrier.

Section 1.06 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique

Section 1.07 Visite des candidats

Sans objet

Article II. **CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

Section 2.01 Durée de l'accord cadre –Délais d'exécution

L'accord cadre est conclu pour une période de deux (2) ans, renouvelables deux fois pour une durée d'un an à compter de la date de notification.

Toutefois, l'accord cadre pourra être résilié chaque année à date anniversaire moyennant un préavis de 2 mois notifié au titulaire.

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	4 / 12
RC	Avril 2025	


Section 2.02 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

(a) Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

(b) Prestations supplémentaires éventuelles

Chaque candidat pourra faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires suivantes :

- Prestation supplémentaire éventuelle – Facultative n° 1 - Affectation en sous-comptes clients par service
-  Il est rappelé aux candidats que les prestations supplémentaires éventuelles sont facultatives.

Section 2.03 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Section 2.04 Mode de règlement et modalités de financement

L'exécution de l'accord cadre sera financée par le budget des HUPSSD (Assistance Publique –Hôpitaux de Paris).

Le mode de règlement est le virement par mandat administratif.

Les règlements seront effectués suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique soit 50 jours maximum.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux appliqué est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir augmenté de huit points.

Section 2.05 Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article R2113-8 du code de la commande publique.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L2113-12 et 13 du code de la commande publique.

Article III. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Section 3.01 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses annexes éventuelles

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	5 / 12
RC	Avril 2025	

- Le cadre de réponse technique
- La fiche contact fournisseur

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Section 3.02 Complément ou modification du dossier de consultation par le candidat

Le candidat n'a pas à apporter de complément ou de modification au dossier de consultation.

Section 3.03 Modifications du dossier de consultation par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation, pendant toute la durée de la consultation, et en informe les candidats par le biais du portail acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Le candidat devra alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Les candidats ayant choisi de ne pas s'identifier lors du téléchargement du DCE ne recevront pas d'alerte les informant de ces éventuelles modifications du DCE.

En cas de modifications importantes, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prolonger le délai de remise des offres, auquel cas l'ensemble des candidats en sera informé par un avis rectificatif publié dans la presse.

Il est rappelé aux entreprises qui souhaitent répondre l'importance de l'identification qui permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées. Dans le cas contraire, l'AP-HP ne pourra être tenue pour responsable.

Section 3.04 Demande de renseignements

Les renseignements complémentaires que les candidats souhaiteraient obtenir sur le dossier de consultation devront obligatoirement être demandés, dans un délai minimum de 10 jours avant la date limite de remise des offres. Une réponse sera alors adressée 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les candidats peuvent poser une question à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> au niveau de cette consultation dans la section « Question ».

Le pouvoir adjudicateur répondra à l'ensemble des questions ainsi posées sous forme d'un document qui sera diffusé à tous les candidats via la plateforme de dématérialisation sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article IV. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	6 / 12
RC	Avril 2025	

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Section 4.01 Présentation de la candidature

(a) Candidature sous forme de DUME

En application de l'article R2143-4 du code de la commande publique, les opérateurs économiques peuvent remettre à l'appui de leur candidature un document unique de marché européen (DUME) daté et signé par une personne habilitée à engager la société qui remplace l'ensemble des attestations et déclarations sur l'honneur demandées.

Mise à disposition des documents et renseignement par le biais d'un système électronique

Conformément à l'article R. 2143-13 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il devra en revanche fournir l'annexe au DCE (Attestation du Candidat) dument remplie et signée par la personne habilitée à engager la société ou chaque membre du groupement et refournir les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.

Section 4.02 Pièces de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

En application de l'article R. 2143-3 du code de la commande publique, le candidat produit à l'appui de sa candidature :

1. Le formulaire DC1 ou équivalent en version originale ou une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
2. Le formulaire DC2 ou équivalent, les mentions du capital et du chiffre d'affaires doivent être suivies de l'unité monétaire correspondante. Ce formulaire est disponible sur le site du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>
3. En complément du formulaire DC2 ou équivalent, les documents et renseignements listés à l'article 2 de l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics aux fins d'appréciation de leur capacité économique et financière, c'est-à-dire :

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	7 / 12
RC	Avril 2025	

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles;
 - Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents;
4. Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R2142-13 à R2142-14 du code de la commande publique, c'est-à-dire :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
 - Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
1. Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R2142-13 à R2142-14 du code de la commande publique, c'est-à-dire :

- Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;

Documents complémentaires souhaités par les HUPSSD

- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Extrait de KBIS datant de moins de trois mois
- Relevé d'identité bancaire ou postal

Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles.

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	8 / 12
RC	Avril 2025	

Si le signataire des pièces de candidature et des offres n'est pas le représentant légal de la société, un pouvoir au nom du signataire est nécessaire.

Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le KBIS, à l'exclusion des appellations abrégées et commerciales.

Les éléments relatifs à la candidature doivent être clairement identifiés comme tels.

Section 4.03 Pièces de l'offre

Un projet de marché en comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
- Le bordereau des prix unitaires dûment complété sous format Excel et PDF
- Une attestation acceptant le CCP (cf. annexe 1 du CCP)
- Un mémoire technique détaillé et accompagnés des documents justificatifs
- Le cadre de réponses techniques dûment complété.
- La fiche contact fournisseur

i La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Section 4.04 Echanges avec les candidats après la date de remise des offres

Les échanges pouvant être nécessaire avec les candidats après la date de remise des offres (demande de précisions, procédure de négociation, convocation, etc.) se feront **uniquement via la plateforme PLACE**.

Les adresses mails utilisées seront celles renseignées dans le document « fiche contact fournisseurs », aussi veuillez-vous assurer que le document a bien été complété et joins à l'offre.

Article V. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères relatifs à la candidature sont :

Garanties et capacités techniques et financières
Capacités professionnelles

Le Pouvoir adjudicateur procédera à une appréciation et à un classement des offres en application des critères pondérés suivants afin de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse :

Critères	Pondération
Critère 1 – Prix : le cout de la prestation	60%

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	9 / 12
RC	Avril 2025	

Critères	Pondération
<p>Critère 2 – Valeur technique, La valeur technique sera évaluée par l'examen et la notation du mémoire technique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Outils de pilotage et outils informatiques (tableaux de bord, reportings, etc.) prévus pour répondre aux exigences du CCTP concernant le suivi des affranchissements - 10% • Présentez l'organisation et les outils permettant de respecter les délais de livraison indiqués dans le CCTP – 8% • Capacité à proposer des solutions innovantes pour réduire l'impact sur notre organisation - 7% • Décrivez l'organisation mise en place de l'accord cadre – 6% • Présentez un plan de continuité d'activité en cas de circonstances exceptionnelles (circonstances graves ou imprévues empêchant l'accès aux DT, crise sanitaire, mouvement de grève, etc.) – 4% 	35%
Critère 3 – Politique développement durable de l'entreprise	5%

Les offres feront l'objet d'une notation chiffrée au regard de chacun de ces critères. L'offre qui obtiendra la meilleure note globale sera considérée comme économiquement la plus avantageuse.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations de l'article R2144-2 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 15 jours.

Article VI. CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS

Seule la transmission par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> est autorisée.




Lors de la transmission par voie électronique, l'offre sera constituée de deux dossiers intitulés : « candidature » (comprenant les éléments demandés au paragraphe Pièces de la candidature de l'article 4.1) et « offre technique et financière » (comprenant les éléments demandés au paragraphe Pièces de l'offre de l'article 4.2). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte des indications suivantes : Règle de nommage des fichiers du pli dématérialisé








Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

- le nom de la société : il peut être entier, ou bien être raccourci
Suivi de :
- la désignation de la pièce qui devra être la plus claire et la plus simple possible

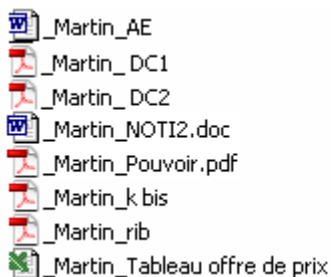
Le nom des fichiers des pièces "importantes" sera précédé du _ (tiret du 8), ceci permettant de les faire figurer en début d'arborescence (Cf exemple), ces pièces sont :

-  l'Acte d'engagement
-  le tableau d'offre de prix
-  le pouvoir

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	10 / 12
RC	Avril 2025	

-  le DC1
-  le DC2
-  l'attestation de visite, le cas échéant,
-  Pièces attestant les capacités
-  le Kbis
-  l'attestation de régularité des certificats fiscaux et sociaux
-  le RIB

Exemple :



La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Le candidat peut choisir de signer son offre dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il aura recours, conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature, à un certificat de signature électronique de type RGS (référentiel général de sécurité) ; dans ce cas, le niveau minimum de sécurité exigé est ** ; les formats de signature acceptés sont PAdES, CAdES, XAdES.

Dans le cas où le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre Etat-membre, le candidat doit fournir l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme au Référentiel Général de Sécurité.

Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs. La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme

Pour que le candidat puisse procéder à un dépôt de plis électronique et à la signature électronique de ses documents, il doit disposer d'un micro-ordinateur qui respecte les prérequis de la plate-forme de dématérialisation (https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique_2)

Afin d'acquérir ces instruments, les candidats peuvent se référer à l'aide technique en ligne disponible dans la rubrique « Aide » sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	11 / 12
RC	Avril 2025	

→ Copie de sauvegarde

Lorsque, conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique, l'offre est envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie (article 6 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics).

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis
Hôpital AVICENNE
Cellule des marchés – Bat modulaire
125, rue de Stalingrad
93009 Bobigny cedex

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque les HUPSSP ont détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues aux HUPSSD dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais ou en cas d'absence de réussite d'ouverture de ces documents.

Article VII. PROCEDURE DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.

Courrier électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Cette consultation peut faire l'objet :

- D'un référé précontractuel : avant la conclusion du marché et jusqu'à sa date de notification dans les conditions prévues à l'article L 551-1 du code de justice administrative ;
- D'un recours de plein contentieux : dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

Organe chargé des procédures de médiation :

Médiateur de la république

Contact : consulter la rubrique « où trouver les délégués ? » sur <http://www.mediateur-republique.fr/>

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	12 / 12
RC	Avril 2025	